

Décarboner l'agriculture et en favoriser la résilience

Le cercle de réflexion The Shift Project s'est penché sur la réduction des émissions carbone du secteur

D'espécialiser les territoires et mieux répartir l'élevage entre les différentes régions, tripler les surfaces de culture de légumineuses, réduire de 70 % le recours aux engrais minéraux azotés, multiplier par dix les surfaces en agroforesterie, porter la part des surfaces bio à 25 %, le cercle de réflexion The Shift Project a publié, jeudi 28 novembre, son analyse des trajectoires à emprunter pour atteindre les objectifs de neutralité carbone à l'horizon 2050, en matière d'agriculture, tout en favorisant la résilience de ce secteur, l'un des plus vulnérables au réchauffement climatique.

L'association emboîte ainsi le pas à d'autres institutions qui ont auparavant travaillé sur des scénarios de prospective agricole, de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) à l'association Solagro.

Mais pour le think tank fondé par l'ingénieur Jean-Marc Jancovici, qui a construit sa réputation sur les questions d'énergie et de climat, se pencher sur l'agriculture, le vivant et les enjeux de biodiversité relève d'une petite révolution culturelle. « Ces dernières années, on a travaillé sur un plan de transformation de l'économie française. Mais, sur l'agriculture, notre analyse affichait un gros trou dans la raquette, admet Clémence Vorreux, coordinatrice agricole. Or, c'est un secteur-clé soumis à de fortes contraintes, qui a un rôle majeur à jouer dans la décarbonation. »

Scénario de conciliation

L'étude, publiée jeudi, qui sera suivie d'autres volets dans les prochains mois, en particulier sur la production agroalimentaire, vise donc à combler cette lacune. Issu d'une concertation avec des chercheurs, des acteurs du milieu agricole et d'autres associations, ce travail s'accompagne également d'une consultation auprès de 7500 paysans – conduite avec l'aide du réseau des bénévoles de l'association, des « shifters » – et dont les résultats complets seront publiés à la mi-décembre.

Pour la partie prospective, plusieurs scénarios ont été étudiés, répondant à différentes priorités stratégiques : favoriser l'autonomie agricole et alimentaire en réduisant la dépendance aux importations, contribuer à la sécu-

rité alimentaire internationale, fournir de l'énergie pour d'autres secteurs...

Mais, au final, c'est un scénario de conciliation qui est mis en avant. « On a essayé de proposer un système résilient, pas trop dépendant des importations, et qui tienne compte des contraintes physiques, résume Corentin Biarreau-Noyers, l'un des coauteurs du rapport. Sur la question de la taille des cheptels, par exemple, il n'y a pas un effectif qu'on recommande par rapport à un autre, mais l'enjeu est d'avoir un système agricole qui fonctionne. C'est une question d'équilibre entre différents paramètres. »

Pour diminuer le recours aux engrais azotés et maintenir le

carbone dans les prairies, les équipes du Shift Project soulignent ainsi que l'élevage, à condition qu'il soit mieux réparti sur le territoire, dédensifié et en pâturage pour les ruminants, a un rôle à jouer. Le think tank souligne qu'une baisse mesurée et planifiée des cheptels, de l'ordre de 1 % par an (contre – 2,6 % observés en tendance ces dernières années pour les bovins à viande et – 1,9 % pour les vaches laitières) permettrait d'atteindre les objectifs de neutralité carbone.

La consultation menée en parallèle auprès des agriculteurs met en évidence le fait qu'une majorité d'entre eux sont inquiets pour la viabilité future de leur ferme. Seule une petite minorité (7 %) d'exploitants consultés ne veut pas s'engager dans la transition, quelles que soient les conditions proposées. « Cela veut dire que l'écrasante majorité est prête à bouger, souligne M. Biarreau-Noyers. Pour autant, 87 % d'entre eux citent les freins économiques comme principaux verrous. » The Shift Project en conclut qu'il faut repenser les politiques d'accompagnement et clari-

fier les attentes vis-à-vis du monde agricole. « Ce qui remonte du terrain, c'est le manque de visibilité, analyse M^{me} Vorreux. On a des objectifs contradictoires et pas forcément mis en ordre par la puissance publique, ce qui crée de l'incertitude. »

Jeudi soir, The Shift Project avait convié les principales organisations syndicales agricoles françaises à réagir à ces scénarios. Dans un amphithéâtre de 800 places quasi comble de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers, à Paris, Olivier Dauger, référent climat de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles a jugé le rapport « excellent », mais souligné que l'agriculture n'était pas que victime et pouvait apporter des solutions. « Je trouve vos propos un peu durs, a-t-il adressé à M. Jancovici. Il faut positiver les termes. »

Laurence Marandola, porte-parole de la Confédération paysanne, a elle aussi partagé le constat du Shift Project, mais fait valoir que les agriculteurs étaient soumis à beaucoup de vents contraires. « Sur la politique agricole

commune [PAC] actuelle, il y a des évolutions récentes qui ne vont pas dans le sens de l'histoire, quand on réduit l'aide aux légumineuses, ou que l'on réécrit les règles sur les prairies permanentes. » La Coordination rurale, qui devait également participer à la restitution, s'est finalement déstabilisée peu avant.

Un contexte tendu

Les auteurs du rapport misent beaucoup sur la mise en débat de leurs propositions. « Ce qui est intéressant, c'est que ce rapport arrive adossé à une consultation des agriculteurs et à l'écosystème du Shift Project, avec la figure de Jean-Marc Jancovici, qui incarne un certain pragmatisme, et qui pourra s'appuyer sur le terrain sur son réseau de bénévoles », souligne Pierre-Marie Aubert, directeur du programme de politiques agricoles et alimentaires à l'Institut du développement durable et des relations internationales, qui a été consulté par le Shift Project durant ses travaux.

Le chercheur regrette toutefois que le rapport ne soit pas plus détaillé sur les enjeux économi-

Pour le think tank fondé par Jancovici, se pencher sur le vivant relève d'une révolution culturelle

ques. « L'agriculture est un maillon d'une chaîne de valeur. Sachant que le budget de la PAC va continuer à diminuer en termes réels du fait de l'inflation, on va au-devant de situations très complexes, ce qui exige une approche très sérieuse des questions économiques. »

L'association Terre de liens, qui aide des agriculteurs à s'installer, met en garde pour sa part contre un calcul qu'elle juge contestable sur l'emploi agricole, et qui biaise, selon elle, plusieurs chiffres. « L'idée que la transition écologique et climatique puisse se faire "dans un modèle agricole proche de celui que l'on connaît aujourd'hui" avec la perte de 84 000 équivalents temps plein d'actifs agricoles d'ici à 2050, est discutable », note Terre de liens, qui estime qu'une agriculture bas carbone ne pourra émerger sans une hausse du nombre d'agriculteurs.

Autre limite du rapport du Shift Project, que l'organisation compte résoudre lors de prochains travaux : les impacts des évolutions de comportement alimentaire sur les différents paramètres n'ont pas été évalués, et le raisonnement s'est fait à régime alimentaire constant.

Les équipes du Shift Project espèrent que, malgré le contexte tendu de mobilisations agricoles, qui s'est illustré, jeudi matin, par des actions devant les sièges de deux institutions scientifiques, l'Inrae et l'Agence nationale de sécurité sanitaire, leur contribution trouvera un écho attentif. « Le propre des crises, c'est que les demandes se cristallisent sur des considérations de court terme ; on se concentre sur la goutte d'eau, mais pas sur ce qui a rempli le vase, observe M^{me} Vorreux. C'est un enjeu pour nous de donner à voir le lien entre les deux parce que les tensions auxquelles sont soumis les agriculteurs vont empirer si on ne s'adapte pas. »

MATHILDE GÉRARD

Alimentation : les premières pistes de la stratégie pour mieux manger

Les orientations nationales pour l'alimentation, la nutrition et le climat sont publiées avec seize mois de retard, sur fond de crise agricole

Baisser la consommation de viande (hors volaille) de 12 % d'ici à 2030, atteindre 12 % de bio en valeur sur l'ensemble des circuits de consommation, réduire l'exposition des enfants à certaines publicités alimentaires, fixer des seuils maximaux en sucres, sels et gras, exiger une transparence sur les achats et les marges pour les aliments durables dans la grande distribution...

Plusieurs des grandes orientations projetées dans une version intermédiaire de la stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (Snanc) datée d'avril, et dévoilée le 22 novembre par le média en ligne Contexte, si elles étaient adoptées, auraient un impact concret dans le quotidien des Français. Or, dans un contexte de crise agricole et d'instabilité gouvernementale, la publication officielle de la stratégie nationale

mement attendue par des parlementaires, des associations et des acteurs de la chaîne alimentaire, se fait attendre.

Elle aurait dû intervenir en juillet 2023. Mais seize mois après l'échéance, elle n'est toujours pas finalisée. La Snanc est la dernière des grandes stratégies de planification écologique en attente de publication, après la mise en consultation cet automne de la stratégie nationale bas carbone, de la programmation pluriannuelle de l'énergie et du plan national d'adaptation au changement climatique.

Interdire certaines publicités

La Snanc est une nouvelle feuille de route, dont la demande remonte à la convention citoyenne pour le climat, et qui avait été inscrite dans la loi Climat et résilience de 2021. De façon inédite, les ministères de l'agriculture, de

santé devaient travailler à une approche commune des enjeux alimentaires.

Des sujets cruciaux tant pour atteindre la neutralité carbone, l'alimentation étant le deuxième poste d'émissions de gaz à effet de serre en France, que pour la santé, puisque les pathologies liées à l'alimentation (diabète, obésité, maladies cardiovasculaires, cancers...) sont une cause majeure de décès en France.

Tous les arbitrages ne sont cependant pas encore rendus. L'interdiction de certaines publicités alimentaires pour les enfants, l'une des recommandations les plus marquantes, fait l'objet d'une franche opposition du ministère de la culture, qui craint une perte de recettes pour l'audiovisuel public. Mais l'éventuel manque à gagner n'a jusqu'à présent jamais été évalué, et fait actuellement l'objet d'une étude

« Certains doutes pourront peut-être être écartés par les administrations. Ce serait une vraie avancée d'arriver à réguler le marketing à destination des enfants », souligne Charlie Brocard, chercheur spécialisé dans l'alimentation à l'Institut du développement durable et des relations internationales.

Jusqu'à présent, les tentatives de régulation du marketing alimentaire, qui fait partie des politiques de santé publique préconisées par l'Organisation mondiale de la santé, avaient toujours échoué.

Dans le bon sens

L'enjeu sensible des évolutions de régime alimentaire devrait également faire réagir. Entre « limitation de la consommation de viande » et « consommation moindre de protéines animales », la terminologie à employer

ment de travail, qui reprend prudemment les objectifs fixés dans la stratégie nationale bas carbone, mais ne précise pas les moyens à déployer pour accompagner ces évolutions.

Dans l'ensemble, les associations saluent l'approche globale proposée par ce document stratégique. « Sur le fond, la version de travail va globalement dans le bon sens. Il faut agir sur l'offre et sur les acteurs qui orientent à la fois nos comportements alimentaires et les débouchés possibles pour les produits sains et durables », salue Marie Drique, du Secours catholique-Caritas France.

« Les objectifs vont dans le bon sens ; pour la première fois, on pense les enjeux santé, environnement et accessibilité avec des mesures favorables au secteur agricole, comme la restauration collective qui peut offrir des débouchés à des filières de production locales », estime Marie Drique.

responsable alimentation au Réseau Action Climat. Mais quand on regarde les objectifs chiffrés et les leviers pour les atteindre, c'est insuffisant. »

La question reste posée de savoir comment le gouvernement de Michel Barnier entend finaliser et porter ces travaux. Depuis sa constitution en septembre, le nouvel exécutif – par ailleurs sous la menace d'une motion de censure – n'a pas convoqué de réunion interministérielle sur le sujet, donnant la priorité au budget et aux textes de loi en souffrance, comme la loi d'orientation agricole, mais les cabinets concernés assurent que la Snanc poursuit son chemin. « Pour défendre politiquement ce texte, il faut être en capacité de montrer qu'il peut y avoir des gagnants à cette transition et que ceux qui seront impactés seront bien accompagnés », avance Charlie Brocard. ■